

62910

A0616



Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/12
19 mars 1979

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Groupe intergouvernemental
des négociations consacrées au Traité relatif
à l'établissement d'une Zone d'échanges pré-
férentiels en Afrique de l'Est et en Afrique
australe

Addis-Abéba, 28 février - 5 mars 1979

RAPPORT DEFINITIF

A. INTRODUCTION

1. La troisième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation du Traité établissant une Zone d'échanges préférentiels en Afrique de l'Est et en Afrique australe s'est tenue à Addis-Abéba (Ethiopie), du 28 février au 5 mars 1979.
2. Cette réunion s'est inscrite dans la série de celles qu'a tenues le Groupe intergouvernemental de négociation du Traité établissant une Zone d'échanges préférentiels. Elle avait pour objet de poursuivre et de mener à bonne fin les négociations concernant deux projets de protocole, l'un sur les règles relatives à l'origine des produits et l'autre sur les transports et les communications, et d'examiner d'autres projets de protocole sur le commerce de transit et les facilités de transit, sur la simplification et l'harmonisation des procédures et des documents commerciaux et sur la normalisation des marchandises, ainsi que de procéder à un premier échange de vues au sujet du rapport sur le Botswana, le Lesotho et le Swaziland et de mettre au point la version définitive de la liste des produits destinés à être échangés après la création de la Zone d'échanges préférentiels.

B. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ouverture de la réunion

3. La réunion a été ouverte officiellement le 28 février 1979 par le Chef de la délégation éthiopienne, M. Yoseph Woldemichael. M. H.L. Bazin, Chef de la Division des questions commerciales et financières internationales de la CEA, a prononcé une déclaration liminaire au nom du Secrétaire exécutif.
4. Des représentants de l'Angola, du Botswana, de l'Ethiopie, du Kenya, du Lesotho, de Maurice, de l'Ouganda, de Tanzanie (Rép.-Unie de) et de la Zambie ont assisté à la réunion.

Election du bureau

5. Les membres du bureau ont été élus à l'unanimité, M. Yoseph Woldemichael (Ethiopie) au poste de Président, M. Edward Joseph Chanda (Zambie) à celui de Vice-Président et M. Keith K. Diako (Botswana) à celui de Rapporteur.

C. ORDRE DU JOUR

6. L'ordre du jour ci-après a été adopté :

1. Ouverture de la réunion

2. Election du bureau

3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

4. Examen du projet de protocole et de memorandum sur la simplification et l'harmonisation des procédures et des documents commerciaux

5. Mise au point du texte définitif du projet de protocole révisé sur les règles relatives à l'origine des produits
6. Mise au point du texte définitif du projet de protocole révisé sur les transports et les communications
7. Examen du projet de protocole et de memorandum sur le commerce de transit et les facilités de transit
8. Examen du projet de protocole et de memorandum sur la normalisation des marchandises
9. Mise au point de la version définitive de la liste révisée des produits destinés à être échangés dès la création de la Zone d'échanges préférentiels
10. Examen préliminaire du rapport sur le Botswana, le Lesotho et le Swaziland
11. Questions diverses
12. Adoption du rapport

D. COMPTE RENDU DES DEBATS

7. Dans sa déclaration liminaire, M. Yoseph Woldemichael, Chef de la délégation éthiopienne, a souhaité la bienvenue aux participants en Ethiopie et leur a souhaité plein succès dans leurs débats. Il espérait qu'il y régnerait le même esprit de franchise qu'au Swaziland. Il a souligné que des progrès importants avaient déjà été accomplis dans les négociations sur les protocoles relatifs aux règles d'origine et aux transports et aux communications; toutefois il restait encore quelques questions à régler à propos de certains articles des projets de protocole pour lesquelles les participants devaient demander de nouvelles instructions à leurs gouvernements respectifs. Le Chef de la délégation éthiopienne espérait que les négociations sur ces protocoles, qui avaient été engagées au Swaziland, seraient menées à bien au cours de cette réunion du Groupe intergouvernemental de négociation.
8. Dans sa déclaration liminaire M. H.L. Bazin, Chef de la Division des questions commerciales et financières internationales de la CEA, a souhaité la bienvenue aux délégations à la Maison de l'Afrique, au nom du Secrétaire exécutif, M. Adebayo Adedeji. Il a félicité les représentants des progrès très nets qu'ils avaient accomplis et de la coopération dont ils avaient fait preuve au cours des négociations et il a exprimé l'espoir que les questions se rapportant aux protocoles sur les règles d'origine et les transports et les communications restées en suspens seraient résolues à cette réunion.
9. En ce qui concerne la liste de produits destinés à être échangés au sein de la ZEP, M. Bazin a souligné que les renseignements reçus jusqu'à maintenant étaient encore incomplets et il a invité instamment les délégations à fournir ces listes à temps de façon à permettre au secrétariat de les analyser pour qu'elles puissent être examinées à la réunion de juin comme il avait été convenu par le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, à la réunion qu'il avait tenue à Nairobi, les 1er et 2 février 1979.

10. Il a attiré l'attention aussi sur le calendrier révisé des négociations qui avait été adopté à la réunion de Nairobi et il a exprimé l'espoir que les représentants feraient tout ce qui serait en leur pouvoir pour respecter ce calendrier.

Examen du protocole d'accord et du mémorandum sur la simplification et l'harmonisation des procédures et des documents commerciaux (point 4 de l'ordre du jour)

11. Après que le secrétariat eut déposé le projet de protocole sur la simplification et l'harmonisation des documents et des procédures en usage dans le commerce à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/6) et le mémorandum sur le protocole relatif à la simplification et à l'harmonisation des documents et procédures en usage dans le commerce à l'intérieur de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/7), une délégation a proposé que le débat général porte à la fois sur le projet de protocole et sur le mémorandum connexe et cette proposition a été acceptée. Certaines délégations ont exprimé l'opinion que les documents dont la réunion était saisie semblaient être une sorte de résumé des conclusions dégagées et que pour pouvoir examiner utilement le projet de protocole, il était souhaitable de disposer d'une analyse détaillée des problèmes de la facilitation du commerce, avec des exemples précis des procédures et de la documentation des divers pays. Ces renseignements généraux feraient à leur avis ressortir la nécessité de l'harmonisation et de la simplification proposées dans le projet de protocole.

12. Certaines délégations étaient d'avis qu'il ne fallait pas, à cause des problèmes se rapportant aux procédures et à la documentation des divers pays, retarder l'examen du projet de protocole, qui énonçait les principes pertinents et fournissait un cadre pour les activités de coopération des gouvernements et pour les études détaillées qui pourraient être effectuées plus tard par des experts en ce domaine.

13. Un représentant du secrétariat a expliqué que le mémorandum et le projet de protocole étaient fondés sur les renseignements disponibles et sur des études concernant le Botswana, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Swaziland et la Zambie et que des travaux similaires étaient actuellement en cours au Mozambique et à Maurice. Dans certains pays au contraire, comme l'Ethiopie et la Somalie, rien n'avait été encore fait. Toutefois, si le Groupe le souhaitait, on pourrait mettre à sa disposition un résumé des conclusions de ces études.

14. Il a été décidé à l'unanimité que le secrétariat fournirait oralement les renseignements généraux requis afin que le Groupe puisse passer à l'examen du projet de protocole; le secrétariat pourrait ensuite soumettre par écrit ces renseignements, y compris des recommandations appropriées. L'essentiel des renseignements qui ont été fournis par le secrétariat oralement figure dans le document ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/7/Add.1, qui a été distribué comme convenu.

15. Il a été décidé à l'unanimité d'étudier le projet de protocole article par article.

Article 1

16. Après avoir examiné divers amendements proposés pour la définition des mots "Conseil", "Etat membre" ou "Etats membres", "Zone d'échanges préférentiels" et "Traité", il a été décidé que les définitions ou interprétations adoptées à la deuxième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation à Mbabane (Swaziland) devraient être maintenues dans le protocole sur la simplification et l'harmonisation des documents et des procédures en usage dans le commerce. En outre, le Groupe a adopté les définitions suivantes :

Par "facilitation du commerce" on entend les mécanismes destinés à faciliter l'échange des renseignements et à simplifier les procédures se rapportant au mouvement des marchandises de leur lieu d'origine à leur destination;

Par "comité de facilitation du commerce" on entend le comité établi en vertu de l'article 5 du présent protocole;

Par "procédures commerciales" on entend les activités ayant trait à la collecte, à la présentation, au traitement et à la diffusion des données et des renseignements concernant toutes les activités constituant le commerce international.

Article 2

17. Le paragraphe 1 de l'article 2 a été accepté sans amendements. Après que le Groupe eut débattu cet article et examiné diverses propositions d'amendements, il a été convenu que le paragraphe 2 devrait être modifié de la manière suivante :

"2. En application du présent protocole, les Etats membres s'efforceront, dans la mesure du possible, de simplifier les procédures et de réduire au strict minimum les formalités, le travail et les frais administratifs liés au commerce extérieur :

i) en réduisant le nombre des documents en usage dans le commerce et celui des exemplaires requis;

ii) en réduisant le nombre des organismes par lesquels ces documents doivent passer;

iii) en harmonisant les renseignements devant figurer dans ces documents".

18. Etant donné que l'alinéa b) de l'article 2 est repris par l'article 4, il a été décidé de supprimer cet alinéa.

Article 3

19. Les alinéas a) à g) de l'article 3 ont été acceptés sans amendements. L'alinéa h) a été modifié de la manière suivante : "h) instaurer ou encourager des programmes communs de formation appropriés à l'intention du personnel s'occupant de la facilitation du commerce entre les Etats membres".

Article 4

20. Une délégation a proposé compte tenu du fait que cet article visait les objectifs du protocole à l'examen, qu'on l'inclue dans l'article 3, dont il constituerait l'alinéa i). Toutefois, étant donné qu'il avait été décidé auparavant, lorsqu'on avait examiné l'article 2, que les questions concernant l'alignement et la normalisation des documents requis dans les diverses opérations de commerce extérieur des Etats membres étaient d'une telle importance qu'elles méritaient de faire l'objet d'un article distinct, il a été décidé que l'article 4 serait adopté sans amendements.

Article 5

21. Après que le Groupe eut débattu la position et des fonctions du Comité de la facilitation du commerce envisagé dans le cadre de l'ensemble des arrangements institutionnels concernant la Zone d'échanges préférentiels, il a été reconnu que la structure institutionnelle tout entière ne serait pas précisée avant la fin des négociations et l'établissement du projet de traité. Cela étant entendu, il a été convenu que les paragraphes 1 et 2 seraient adoptés sans amendements.

22. Il a été décidé que le paragraphe 3 serait modifié de la façon suivante :

"3. Chaque Etat membre créera ou désignera, au niveau national, un organisme approprié qui servira de centre regroupant les activités liées à la facilitation du commerce".

23. Le paragraphe 4 a été approuvé également sans amendements.

24. Il a été décidé à l'unanimité d'examiner ensemble les articles 6 à 13, étant donné que ce sont des articles types qui s'appliquent à tous les protocoles ainsi qu'au traité lui-même. Après avoir débattu des liens entre le traité et les protocoles ainsi que de leur ratification, le Groupe a décidé qu'à l'avenir ces articles ne seraient pas examinés à propos de chaque protocole, étant donné qu'ils devraient l'être finalement globalement lorsque le moment viendrait de rédiger le traité.

Examen du projet de protocole révisé sur les réglementations relatives à l'origine des produits destinés à être échangés dans la Zone d'échanges préférentiels
(Point 5 de l'ordre du jour) 1/

Réglementation n° 1, paragraphe 1 - "Interprétation"

25. A la deuxième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation, trois questions ont été renvoyées à la réunion suivante. Il s'agissait de l'interprétation des

1/ Le chapitre consacré à l'examen du point 5 de l'ordre du jour relatif aux règles concernant l'origine des produits n'a pas été adopté à la dernière séance de la réunion car le comité restreint qui avait été prié de convenir de certains articles à faire figurer dans le projet de rapport n'a pas présenté son rapport à temps. Les participants ont donc décidé que le Groupe intergouvernemental de négociation serait saisi de cette question lors de sa quatrième réunion qui doit se tenir du 12 au 16 juin 1979.

expressions a) "prix départ usine", b) "matériaux" et c) "valeur ajoutée". A sa troisième réunion, le Groupe a pris les décisions ci-après au sujet de ces expressions :

a) "Prix départ usine". Les délégués ont jugé acceptable la définition figurant dans le texte du projet révisé. Toutefois, une délégation a réservé sa position, préférant l'expression "coût départ usine" à l'expression "prix départ usine".

b) "Matériaux". Après une explication détaillée, l'interprétation du terme "matériaux" donnée dans le projet révisé a été acceptée.

c) "Valeur ajoutée". La définition de cette expression figurant dans le texte du projet révisé a été acceptée, à ceci près que la délégation qui avait émis des réserves sur la définition de l'expression "prix départ usine" a également réservé sa position au sujet de l'interprétation de l'expression "valeur ajoutée" afin de respecter la logique de l'argumentation qu'elle avait présentée lors de l'examen de la première de ces expressions et elle a déclaré qu'il serait plus souhaitable d'utiliser l'expression "coût départ usine" aux fins de déterminer la valeur ajoutée.

Réglementation n°1, paragraphe 2

26. Cette disposition a été approuvée à la deuxième réunion du Groupe.

Réglementation n°1, paragraphe 3

27. Une délégation s'est demandée si les Etats membres avaient assez d'officiers de la marine marchande pour répondre aux conditions de l'alinéa b) du paragraphe 3 de la réglementation n°1. Les autres représentants souhaitaient que l'on expliquât davantage l'expression "un navire d'un Etat membre". Les participants ont été d'accord pour estimer que l'objet de ces dispositions était d'encourager les Etats membres à exploiter et à posséder les navires et que dans la mesure où l'une des conditions énoncées dans ces dispositions était satisfaite, les marchandises seraient elles-mêmes considérées comme remplissant les conditions requises. L'attention des participants a été attirée sur les dispositions du paragraphe 2 de la réglementation n°1 qui traitaient adéquatement de cette question. Les mots "paragraphe 2" à la première ligne du paragraphe 3 ont été supprimés et remplacés par "présent protocole".

Réglementation n°2, "réglementations sur l'origine des marchandises provenant de la Zone d'échanges préférentiels"

28. Réglementation n°2, 1) i) : cet alinéa a fait l'objet d'un examen approfondi. Plusieurs délégués ont estimé que le chiffre de 60 p. 100 était trop élevé, que le fait que la gestion doive être confiée à des ressortissants locaux risquait de décourager les investisseurs étrangers, que les pays de la sous-région devraient se fixer pour objectif de contrôler 51 p. 100 du capital-actions et que certains pays n'étaient même pas en mesure de prendre une participation de 51 p. 100 du capital des entreprises; d'autres ont estimé que les chiffres suggérés dans le protocole étaient propres à encourager l'utilisation des ressources locales. Une délégation a proposé de modifier l'alinéa en le remplaçant par le libellé suivant : "Des marchandises sont acceptées

comme provenant d'un Etat membre si elles sont produites par les entreprises nationales". Une autre délégation a donné son approbation aux propositions susmentionnées mais il a ajouté ce qui suit : "s'il s'agit de produits cultivés ou de marchandises fabriquées et produites par les sociétés nationales". Ces propositions ont soulevé une objection de la part d'une délégation qui a affirmé que la réglementation n°.2 1) i), telle qu'elle était libellée, visait à réduire la dépendance à l'égard des produits importés et à encourager l'exploitation et l'utilisation des ressources nationales. A ce stade du débat, le secrétariat a rappelé la proposition présentée à la deuxième réunion du Groupe et qui était ainsi formulée : "elles ont été produites dans un Etat membre par des entreprises qui sont gérées en majorité ou en grande partie par des ressortissants et dont au moins 51 p. 100 des souscriptions au capital-actions appartiennent à des ressortissants de l'Etat membre et/ou à un gouvernement ou des gouvernements des Etats membres ou à des institutions, agences, entreprises ou sociétés de ce ou ces gouvernements". [ECA/MULPOC/Lusaka/141, p. 5, alinéa i)].

29. Le secrétariat a par ailleurs déclaré que pour rédiger cette disposition il s'était inspiré des déclarations faites par de nombreux délégués africains à l'occasion de diverses conférences internationales, déclarations dans lesquelles ils affirmaient qu'il était vital d'encourager l'utilisation des ressources locales pour promouvoir l'instauration du Nouvel ordre économique international. Le débat s'est poursuivi et a finalement abouti au retrait de la proposition présentée antérieurement et qui était ainsi libellée "les marchandises sont acceptées comme provenant d'un Etat membre si elles sont produites par les entreprises nationales". Il a alors été convenu qu'une décision concernant la réglementation 1 i) ne serait prise qu'ultérieurement. Réglementation n°.2, par. 1 ii) : il a été noté que cette disposition avait été adoptée à la deuxième réunion.

30. Réglementation n°.2, par. 1 iii) a) : cette disposition a également été adoptée à la deuxième réunion.

Réglementation n°.2, paragraphe 1) iii) b)

31. Certains délégués ont accepté le critère proposé. Néanmoins, une délégation a formulé une objection au sujet de la proportion de matériaux importés prévue (60 p. 100) et elle a suggéré que cette proportion varie entre 35 et 60 p. 100 en fonction du volume de marchandises ou de matières premières disponibles sur le plan local. La même délégation a proposé de procéder à une classification plus poussée des produits de base destinés à être échangés. Après un long débat, il a été décidé que les représentants de l'Ethiopie, du Kenya et de l'Ouganda rédigerait une nouvelle version du paragraphe qui serait soumise au Groupe pour examen. En attendant que cette nouvelle version soit établie, la réglementation n°.2 1) iii) b) a été provisoirement acceptée telle qu'elle était libellée.

Réglementation n°.2 paragraphe 1) iii) c)

32. Rappelant qu'à la deuxième réunion du Groupe il avait été proposé de porter le pourcentage de la valeur ajoutée de 45 à 75 p. 100, une délégation a proposé de fixer ce pourcentage à 50 p. 100. Une autre délégation a proposé qu'il soit de 40 p. 100. Un certain nombre de délégués ont appuyé la première de ces deux propositions. Après un long débat, il a été convenu de surseoir à la décision concernant cette disposition.

33. Aucune décision n'a été prise en ce qui concerne la réglementation n°.2 par. 1) iii) d) en attendant qu'une nouvelle version de la réglementation n°.2.1) iii) b) soit proposée.

Réglementation n°.2, paragraphe 1) iii) e)

34. Le Groupe a examiné en détail l'utilisation d'un critère relatif à un processus de transformation important : le secrétariat a expliqué que l'application de ce critère comportait de gros avantages par rapport à l'autre critère étant donné que dans la plupart des cas, il suffisait d'indiquer le changement de position tarifaire. Elle évite d'avoir à rassembler beaucoup de documents et à procéder aux longs calculs qu'exige l'application des autres critères, elle suscite moins de doutes de la part des autorités chargées de délivrer les certificats et des fonctionnaires des douanes et elle donne lieu à moins de demandes de vérification. L'attention des participants a été attirée aussi sur les mots "sous réserve des exemptions qui peuvent être déterminées par le Conseil". Il a été expliqué à ce propos que si l'on voulait appliquer convenablement le critère, il faudrait adopter des réglementations précises fondées sur le présent Protocole qui énuméreraient les processus de fabrication conférant l'origine. Un certain nombre de délégations ont exprimé l'opinion que ce critère était valable et utile mais que pour qu'il soit appliqué avec succès, il fallait mettre au point une liste d'exceptions pour les cas où il y a bien modification de la position tarifaire mais où la modification n'est pas importante. Il a donc été conclu qu'il faudrait remanier cette disposition de manière à indiquer que la réglementation devant être fondée sur le présent Protocole prévoirait l'établissement d'une liste A et d'une liste B, qui préciseraient quels produits ne bénéficieraient pas d'un traitement préférentiel malgré le changement de position tarifaire (liste A) et quelles marchandises en bénéficieraient, bien que leur position tarifaire ne soit pas modifiée (liste B). Une délégation a toutefois estimé qu'il fallait renoncer à ce critère car les critères relatifs à la proportion de matériaux importés et à la valeur ajoutée étaient à cet égard suffisants. Il a été décidé en outre que la définition de ces listes devrait être incluse dans la réglementation n°.1 du protocole. Les participants ont aussi décidé que ces listes seraient établies par le secrétariat de la Zone d'échanges préférentiels et soumises au Comité des échanges pour qu'il les examine. La réunion a accepté l'alinéa e) tant que les conditions ci-dessus étaient respectées.

Réglementation n°.2, paragraphe 2

35. Il a été convenu qu'il serait pris une décision à propos de cette question à une date ultérieure, lorsqu'on se serait mis d'accord sur les critères relatifs à l'origine des marchandises.

Réglementation n°.2, paragraphe 3

36. Le secrétariat a expliqué que le principe important du traitement cumulatif d'origine était implicitement contenu dans la première version mais qu'il était énoncé plus clairement dans la deuxième. Après en avoir débattu, le Groupe a approuvé l'alinéa i) du paragraphe 3 de la réglementation n°.2, tel qu'il avait été modifié par l'adjonction d'une clause sur les traitements successifs des marchandises. Il a par ailleurs résolu de supprimer l'alinéa ii) de ce paragraphe, estimant qu'il vaudrait mieux régler les questions qu'il soulevait à un stade bien ultérieur de l'évolution de la Zone d'échanges préférentiels.

Réglementation n° 3

37. Le Groupe a modifié la première ligne de la réglementation n° 3 en supprimant les mots "l'alinéa iii) du paragraphe a) de la réglementation n° 2" et en les remplaçant par "la réglementation n° 2 1) iii) a)".

38. Il a été noté que les alinéas a) à j) de la réglementation n° 3 avaient été approuvés à la deuxième réunion du Groupe à Mbabane. Une délégation a estimé qu'il serait utile de modifier l'alinéa f) en définissant l'expression "un navire d'un Etat membre", peut-être en fonction du paragraphe 2 de la réglementation n° 1. Toutefois, une autre délégation a attiré l'attention sur le fait que cette question avait été réglée au paragraphe 3 de la réglementation n° 1.

39. Le Groupe a confirmé la décision prise à sa deuxième réunion d'approuver la réglementation n° 4 dans son ensemble.

40. La réglementation n° 5 dans son ensemble a été approuvée à la deuxième réunion du Groupe mais on a contesté la nécessité de conserver cette réglementation, compte tenu de la décision de mettre au point des listes des processus de fabrication conférant l'origine. Après que le secrétariat eut expliqué qu'il serait sage de conserver cette réglementation tant que les listes ne seraient pas disponibles, il a été décidé de la maintenir sous sa forme actuelle mais on a apporté un amendement en remplaçant l'expression "aux fins des alinéas" par "nonobstant les dispositions des alinéas".

41. Le Groupe a confirmé la décision prise à sa deuxième réunion d'approuver la réglementation n° 6.

42. Il en a été de même pour les réglementations nos. 7 et 8 qui avaient été approuvées à la deuxième réunion.

43. La réglementation n° 9 contenait un nouveau paragraphe 4 sur les conteneurs. Après que ce paragraphe eut été adopté, le Groupe a confirmé qu'il approuvait la réglementation n° 9 dans son ensemble.

44. La réglementation n° 10 a été considérablement modifiée à la deuxième réunion du Groupe mais approuvée dans son ensemble. Toutefois, une délégation a contesté l'intérêt de déposer les noms, titres fonctionnels et échantillons de signature des personnes autorisées à signer la déclaration d'origine au nom des exportateurs, comme il est stipulé au paragraphe 6, étant donné que ces personnes changent de temps à autre et que ce genre de détail relève des affaires intérieures des Etats membres. A la lumière de ces débats, il a été décidé de supprimer le paragraphe 6 de la réglementation n° 10 et de modifier le paragraphe 7 en supprimant le passage allant de "noms, titres fonctionnels ..." à "...certificats" (lignes 2 à 4) et en le remplaçant par "noms des départements et organismes autorisés à délivrer les certificats...".

45. Le paragraphe 1 de la réglementation n° 2 a été modifié en insérant le membre de phrase "s'il n'en existe pas" avant le mot "législation" à la première ligne. Le Groupe a confirmé qu'il approuvait la réglementation n° 2 sous sa forme modifiée.

46. Les nouvelles réglementations nos 12 (sur le règlement des différends) et 17 (sur l'adhésion) ont été approuvées. Le Groupe a modifié la réglementation n°.13 sur les règlements en supprimant tout le membre de phrase qui suit le mot "protocole" à la deuxième ligne.

47. Les réglementations nos 14, 15, 16, 18 et 19 qui traitent de questions juridiques officielles ont été approuvées dans leur ensemble.

Mise au point de la version définitive de la liste révisée des produits destinés à être échangés dès la création de la Zone d'échanges préférentiels (point 5 de l'ordre du jour)

48. Présentant ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a informé la réunion que les pays n'avaient pas tous présenté des listes révisées de produits, ainsi qu'il avait été convenu à la réunion de Mbabane, tenue du 30 novembre au 6 décembre 1978, laquelle réunion avait également décidé que ces listes devaient parvenir à la CEA le 31 janvier 1979 au plus tard. A cette date, seulement six pays avaient répondu à la demande formulée à Mbabane, et les listes présentées n'étaient pas toutes complètes du point de vue des renseignements requis.

49. L'attention de la réunion a également été attirée sur le fait que sur la base du calendrier révisé des négociations décidé par le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka tenu à Nairobi en février 1979, la liste des produits serait considérée à la quatrième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation qui se tiendra en juin 1979.

50. Nombre de délégations ont souligné les difficultés auxquelles se heurtaient leurs services douaniers et statistiques pour obtenir et compiler les données requises concernant notamment les quantités des produits que les pays seront en mesure d'exporter ou d'importer. Pour ce qui est du modèle de présentation de la liste révisée des produits qui seront échangés dès la création de la Zone d'échanges préférentiels, qui avait été diffusé par le secrétariat à la réunion pour qu'il soit dûment rempli par les services gouvernementaux compétents, il a été convenu à l'unanimité que les pays pourraient identifier les produits qui présentent pour eux un intérêt du point de vue d'exportation ou d'importation sur la base des codes NCCD ou STCI (Rév. 2), et pourraient également fournir des renseignements concernant les barrières tarifaires ou non tarifaires et les autres modifications d'effet équivalent. Concernant les quantités, il a été entendu que lorsqu'un pays ne serait pas en mesure de fournir les renseignements demandés, il pourrait indiquer des estimations en termes de valeur.

51. La réunion a également estimé qu'il convenait de limiter la liste à une gamme restreinte de produits pour lesquels les pays étaient effectivement disposés à accorder des préférences et de tenir dûment compte des dispositions du Protocole sur les règles d'origine dans la sélection des produits figurant sur les listes.

52. Enfin, il a été décidé que les listes révisées de produits sélectionnés devraient être présentées au secrétariat le 31 mars 1979 au plus tard, afin de permettre à celui-ci de procéder à l'analyse nécessaire et de diffuser les listes compilées pour le milieu de mai, en temps utile pour examen par la quatrième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation.

Examen du projet de protocole et du mémorandum relatifs au commerce et aux facilités de transit (point 7 de l'ordre du jour)

53. Après que le secrétariat eût présenté brièvement les principales dispositions du projet de protocole, il a été convenu que la plupart des délégations ayant reçu les documents au moment de leur arrivée à Addis-Abéba et n'ayant pas eu la possibilité soit de les étudier, soit de demander à leur gouvernement son point de vue sur la question du projet de protocole, celui-ci devrait faire l'objet d'un examen préliminaire, tandis que les débats et décisions de fond devraient être reportés à la quatrième réunion du Groupe intergouvernemental des négociations.

54. Pendant le débat qui a suivi, il a été convenu d'examiner le projet de protocole article par article.

Préambule

55. Il a été convenu que le préambule devrait faire référence aux résolutions adoptées par différentes instances internationales au sujet de l'offre de facilités de transit aux pays sans littoral.

Article premier - Interprétation

56. Dans l'ensemble, les dispositions de l'Article premier ont été jugées acceptables à l'exception des points suivants :

- i) Il a été convenu qu'il conviendrait dans cet Article de donner l'interprétation des mots "transporteur", "carnet TIA (ZEP)", "garant" et "marchandises".
- ii) Compte tenu de l'utilisation répandue d'animaux de trait dans certains pays, il serait bon de modifier l'interprétation des moyens de transport, pour y inclure les pipelines et les animaux de trait, tels qu'ils sont définis dans la Convention des Nations Unies sur les pays sans littoral.
- iii) L'interprétation de l'expression "trafic de transit" a été modifiée de la façon suivante :

"Par "trafic de transit" on entend le passage des biens, y compris des bagages non accompagnés, du courrier, des personnes et de leurs moyens de transport d'un Etat membre à un autre, à travers un autre Etat membre".
- iv) Dans la version anglaise, l'interprétation de l'expression "customs office of destination", a été modifiée par l'adjonction du mot "inland" après le mot "port", à la première ligne.
- v) L'interprétation du mot "personne" a été remplacée par le texte suivant :

"Par "personne" on entend les personnes morales comme les personnes physiques chargées du transport de marchandises".

Article 2 - Dispositions générales

57. L'Article 2 a été modifié par l'adjonction des mots "bagages non accompagnés" après le mot "courriers", à la troisième ligne du paragraphe 1.

Article 3 - Champ d'application

58. Un représentant a suggéré de remplacer, à l'Article 3, les mots "toute personne" par les mots "tout transitaire", puisque le mot "transitaire" avait déjà été défini dans l'interprétation. La réunion a convenu de supprimer les mots "ou un conteneur" au paragraphe 2 b) de l'Article 3.

59. Au paragraphe 2 d) de l'Article 3, la réunion a convenu de supprimer le membre de phrase "ci-après dénommé carnet TIA (ZEP)", puisque cette expression serait définie à l'Article premier relatif à l'interprétation.

Article 4 - Délivrance du permis de transports

60. Il a été convenu d'ajouter, au paragraphe 3 de l'Article 4 d'une part les mots "en consultation avec les autres Etats membres" entre les mots "autorisées" et "à effectuer" et d'autre part le membre de phrase "de ce pays vers d'autres Etats de la ZEP" entre les mots "en transit" et "étant entendu".

61. Dans la version anglaise du paragraphe 4 de l'Article 4, il a été suggéré et convenu de remplacer le mot "protocole" par le mot "article".

62. Un représentant a demandé au secrétariat de donner des précisions sur ce qu'il fallait entendre par "infraction grave", puisque la définition de ces termes pouvait varier d'un pays à l'autre. Le secrétariat a expliqué que la question des infractions graves aux lois et règlements douaniers serait examinée plus à fond dans le protocole sur la coopération douanière. Cependant, la réunion a demandé au secrétariat de réviser le libellé de cet alinéa et d'indiquer les types d'infractions jugées comme graves aux fins du présent Article.

63. Un représentant a soulevé la question du cas où une personne ayant commis une infraction dans un Etat membre obtiendrait un permis dans un autre Etat et où cette infraction ne serait découverte qu'après la délivrance du permis. Le secrétariat a répondu qu'en pareil cas, le permis serait retiré et le contrevenant poursuivi conformément à la législation du pays dans lequel la nouvelle infraction a été commise.

64. Le secrétariat a été prié de réviser le libellé de cet Article pour tenir compte des vues et des observations formulées par les représentants.

Article 5 - Agrément des moyens de transport

65. Un représentant a demandé au secrétariat d'expliquer ce qu'il fallait en fait entendre par "autorités compétentes" au paragraphe 1. Il a aussi demandé s'il s'agissait des autorités douanières visées au paragraphe 2 de cet Article. Après un long débat, le secrétariat a expliqué que le paragraphe 1 traitait des aspects techniques et le paragraphe 2 des aspects opérationnels. Mais comme l'Article ne faisait pas clairement la distinction entre ces deux aspects, la réunion a demandé au secrétariat de réviser le libellé de ces dispositions.

Article 6 - Cautions et garanties

66. En examinant les dispositions du paragraphe 1 a) de cet Article, plusieurs délégations ont fait observer qu'il était nécessaire d'identifier une ou plusieurs institutions (banque ou compagnie d'assurances par exemple) qui seraient responsables du paiement des droits de douane ou des autres taxes applicables au cas où des marchandises en transit seraient retenues illégalement dans l'Etat de transit. Il a également été noté que les mots "and containers" figurant à la quatrième ligne de la version anglaise du paragraphe 1 étaient superflus, puisque les "containers" étaient visés par l'interprétation des mots "means of transport". Il a donc été décidé que cet Article serait modifié en conséquence.

Article 7 - Les carnets TIA (ZEP)

67. Cet Article n'a fait l'objet d'aucun amendement.

Article 8 - Dispense des vérifications douanières et exonération des droits de douane

68. Cet Article n'a fait l'objet d'aucun amendement.

Article 9 - Procédures de transit

69. Cet Article n'a fait l'objet d'aucun amendement.

Article 10 - Obligations des Etats membres et des garants

70. Etant donné que les dispositions de cet Article pourraient avoir de graves répercussions sur la politique des changes et la politique des Etats membres dans d'autres domaines, il a été convenu qu'un examen sérieux de cet Article exigerait la participation des fonctionnaires du Trésor et des autorités de la Banque centrale des Etats membres à la prochaine réunion du Groupe intergouvernemental de négociations. Cependant, pour faciliter un échange de vues préliminaire sur la question, la réunion a convenu d'examiner l'article paragraphe par paragraphe étant entendu que les délégations exposeraient leur point de vue à titre provisoire.

71. Les paragraphe 1, 2 et 3 n'ont fait l'objet d'aucun amendement.

72. En ce qui concerne le paragraphe 4, plusieurs délégations ont avancé l'idée qu'il serait injuste de rendre le garant responsable des marchandises cachées et des marchandises non mentionnées dans les carnets. A cet égard, plusieurs délégations estimaient qu'il faudrait supprimer du paragraphe la référence faite aux marchandises cachées et aux marchandises se trouvant dans les parties scellées du moyen de transport. Il a été suggéré que l'Etat de transit puisse confisquer les marchandises en question. Prenant note des incidences de cette disposition, la réunion a convenu que le libellé de ce paragraphe devrait être révisé pour tenir compte des vues exprimées par plusieurs représentants.

73. Les paragraphes 5 et 6 n'ont fait l'objet d'aucun amendement.

74. L'examen du paragraphe 7 a porté essentiellement sur les délais pendant lesquels pouvaient être présentées les demandes de paiements. La plupart des représentants étaient d'avis que les délais prévus étaient trop courts, en particulier lorsque la décharge était obtenue frauduleusement. A ce sujet, une délégation a proposé de prévoir un délai de dix ans, tandis qu'une autre a suggéré de ne prévoir aucun délai. En ce qui concerne le délai prévu dans le cas de décharge obtenue abusivement, une délégation a proposé de le fixer à deux ans. Prenant note des précisions données par le secrétariat qui a expliqué que pour ce qui était des décharges obtenues frauduleusement, les contrevenants ne bénéficieraient d'aucune prescription et qu'il serait injuste de lier indéfiniment les garants après la décharge des carnets, la réunion a convenu qu'il faudrait réviser le libellé de ce paragraphe pour tenir compte de toutes les vues exprimées par les représentants.

75. Le paragraphe 8 n'a fait l'objet d'aucun amendement.

76. Le paragraphe 9 a été remplacé par le libellé suivant :

"9. Les Etats membres devront autant que possible utiliser les services disponibles dans d'autres Etats membres pour toutes les opérations de transport en transit à condition que ces services soient compétitifs et ne soient pas moins efficaces que ceux offerts par d'autres parties".

77. Il a été convenu de réviser le libellé du paragraphe 10 pour prévoir d'autres projets de transport international qui ont été approuvés et doivent être mis en oeuvre en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

78. Les articles 12 à 19 n'ont fait l'objet d'aucun amendement.

Mise au point du texte définitif du projet de protocole révisé sur les transports et les communications (point 6 de l'ordre du jour)

79. Le préambule du document ECA/MULPOC/Lusaka/122/Rev.1 - ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/3 a été accepté sans modification.

80. L'article 1 a été accepté sans amendement.

81. L'article 2 a été accepté sans amendement.

Article 3

82. Les alinéas a), b), c), d), e), f), g), h), k), l) et m) ont été acceptés sans amendement.

83. Une délégation a soulevé le problème de l'application de l'alinéa i). Après que le Groupe en eut débattu et que des explications eurent été fournies sur cette disposition, l'alinéa i) a été accepté sans amendement. En ce qui concerne l'alinéa j), on a soulevé la question des normes communes de conception des routes et des ponts dans les Etats membres. Certaines délégations ont expliqué qu'il s'agissait là d'un problème à long terme et qu'il faudrait adopter des normes communes pour la construction des routes et des ponts afin de faciliter les transports et les échanges. L'alinéa j) a alors été accepté sans amendement.

84. Une délégation a demandé au secrétariat d'indiquer quels Etats membres de la ZEP envisagée avaient adhéré aux conventions mentionnées à l'alinéa a). Le secrétariat a énuméré les pays qui les avaient signées et ceux qui ne les avaient pas signées. Une délégation d'un pays n'y ayant pas encore adhéré a souligné qu'elle ne serait en mesure de recommander à son gouvernement d'y adhérer qu'après avoir procédé à une analyse approfondie de ce document. Cette réserve mise à part, l'alinéa a) a été accepté sans amendement par toutes les délégations.

85. En ce qui concerne l'alinéa n) le Groupe a décidé, après de longs débats, de supprimer le mot "proportionnellement"; l'alinéa est donc ainsi conçu désormais : "veilleront à ce que les opérations de transport international soient réparties entre les transporteurs de leur territoire et les transporteurs des autres Etats membres".

86. Au sujet de l'alinéa o), une délégation a fait observer que cette disposition était différente quant au fond de la disposition initialement proposée au cours de la deuxième réunion du Groupe, qui était ainsi conçue : "Feront en sorte que les tarifs de transport appliqués par ces transporteurs dans leur zone pour le transport des passagers et des marchandises vers les autres pays de la ZEP et en provenance de ceux-ci soient aussi favorables que les tarifs pratiqués pour les transports analogues à l'intérieur de leur territoire".

87. Une délégation a demandé que l'on précise le mot "zone" dans la disposition proposée et elle a suggéré de remplacer ce mot par "les territoires nationaux". Après que le Groupe en eut débattu, il a été convenu finalement d'accepter cette proposition, ainsi que la disposition initiale proposée au cours de la deuxième réunion du Groupe, qui remplacera la disposition o) du projet de protocole révisé.

88. Les alinéas p) et q) ont été acceptés sous le libellé proposé dans le projet de protocole révisé.

89. Une délégation a proposé d'inclure dans cet article un alinéa supplémentaire sur la prévention du transport illégal de marchandises. Cette disposition, qui serait répétée à propos de tous les modes de transport serait ainsi libellée : "Les Etats membres prennent toutes les mesures nécessaires pour interdire le transport de produits, de courrier et de marchandises qui est considéré comme illégal dans d'autres Etats membres de la ZEP et a été officiellement déclaré tel, conformément à la réglementation de ce pays."

Article 4

90. Les alinéas a) et b) ont été acceptés sans amendement. L'alinéa c) a été accepté sous le libellé du projet de protocole révisé.

91. Les alinéas d), e), f), g), h) et i) ont été acceptés sans amendement.

92. L'alinéa j) a été accepté comme il était proposé dans le projet de protocole révisé.

93. L'alinéa k) a été accepté sans amendement. Compte tenu des débats antérieurs et des amendements proposés, le mot "proportionnellement" a été supprimé à l'alinéa l), de sorte que ce dernier est maintenant libellé de la manière suivante : "Convieront de répartir le matériel roulant ferroviaire pour le transport des marchandises à partir et en direction du territoire de chacun d'entre eux sans discrimination".
94. L'alinéa m) a été accepté comme il était proposé dans le projet de protocole révisé
95. Comme il a été mentionné précédemment, une nouvelle disposition sur la prévention du transport illégal de marchandises sera aussi incluse dans cet article (voir le libellé adopté pour cette disposition dans le cadre de l'examen de l'article 3).

Article 5

96. Les alinéas a) et b) ont été acceptés sans amendement. En ce qui concerne l'alinéa c), il a été proposé de remplacer le mot "utiliseront" par "coordonneront", ce qui donnerait le libellé suivant : "Développeront, entreprendront et coordonneront en commun les installations de navigation, de communications et de météorologie pour assurer la sécurité de la navigation aérienne.". Le Groupe a accepté cet amendement.
97. Les alinéas d), e), f), g) et h) ont été acceptés.
98. En fonction des débats antérieurs le mot "proportionnellement" a été supprimé de l'alinéa i) qui est maintenant ainsi conçu : "Convieront d'attribuer un emplacement à bord des avions des compagnies aériennes qui auront été désignées aux marchandises expédiées à partir ou en direction du territoire des autres Etats membres". Comme il a déjà été mentionné précédemment, une nouvelle disposition sur la prévention du transport illégal des marchandises sera aussi incluse dans cet article.

Article 6

99. Certaines délégations ont demandé pourquoi le membre de phrase situé au début de l'article excluait les pays sans littoral. Après avoir écouté les explications du secrétariat et en avoir débattu, le Groupe est convenu de ne pas apporter de restriction au début de l'article, et d'adopter ce libellé : "Les Etats membres".
100. L'alinéa a) a été accepté.
101. L'alinéa b) qui constituait une nouvelle formulation, a été longuement débattu. Après que le représentant de l'OMCI eut fourni une explication détaillée, la réunion a accepté cet alinéa en ajoutant les mots "s'efforceront d'utiliser" au début de la phrase et "lorsqu'ils considéreront cela avantageux" à la fin de cette même phrase.
102. L'alinéa c) a été accepté avec l'amendement suivant : les mots "des Etats membres sans littoral" ont été remplacés par "entre les Etats membres".
103. L'alinéa d) a été accepté.
104. L'alinéa e) a été modifié de la manière suivante : "Coopéreront, lorsqu'il s'agit d'Etats côtiers, avec les Etats membres sans littoral en matière de transports maritimes pour faciliter le commerce desdits Etats membres sans littoral".

105. L'alinéa f) a été accepté.
106. Les alinéas g) et h) ont été acceptés, comme dans le cas de l'article précédent, après suppression du mot "proportionnellement".
107. Comme il a été mentionné précédemment, une nouvelle disposition sur la prévention du transport illégal de marchandises sera aussi incluse dans cet article.

Article 7

108. Le membre de phrase d'introduction a été modifié de la manière suivante : "Les Etats membres partageant des voies d'eau intérieure navigables :"
109. Les alinéas a), b), c), d) et f) ont été acceptés.
110. L'alinéa g) a été accepté, comme dans le cas des articles précédents, après suppression du mot "proportionnellement".
111. Comme il a été mentionné précédemment, une nouvelle disposition sur la prévention du transport illégal de marchandises sera aussi incluse dans cet article.
112. Une délégation a proposé d'ajouter à cet article une nouvelle disposition, ainsi conçue : "Coopération, lorsque cela sera possible, en vue d'établir des co-entreprises de transports par voies d'eau intérieure et en particulier des services communs de navigation. Le Groupe a accepté cette proposition."
113. L'article 8 a été accepté.

Article 9

114. L'alinéa a) a été accepté avec l'amendement suivant : "s'efforcera de créer un centre national de réservation de fret".
115. L'alinéa b) a été accepté comme il était proposé dans le projet de protocole révisé.
116. Les alinéas c), d) et e) ont été acceptés.

Article 10

117. Les alinéas a), b), c) et d) ont été acceptés.
118. L'alinéa e) a été accepté comme dans le cas des articles précédents, après suppression du mot "proportionnellement".
119. Il a été convenu d'introduire à l'article 1 une définition des transports multi-modaux et des installations de transport multimodaux.

120. Une délégation a suggéré de ne pas répéter la disposition sur la prévention du transport illégal de marchandises à propos de tous les modes de transport. Etant donné que plusieurs autres dispositions sont répétées à propos de tous les autres modes de transport, il a été convenu que le secrétariat proposerait un endroit approprié où il conviendrait d'insérer cette disposition et les autres dispositions qui sont répétées à propos de tous les autres modes de transport.

Article 11

121. Toutes les dispositions de cet article ont été acceptées.

Article 12

122. Toutes les dispositions de cet article ont été acceptées.

Article 13

123. Une délégation a suggéré que le mot "télécommunications" recouvre téléphones, télex et télégraphes, qui n'auraient donc pas besoin d'être mentionnés. Le Groupe est convenu que la définition des télécommunications devrait figurer à l'article 1 intitulé "interprétation" et que les alinéas a) et b) seraient modifiés dans le sens de cette proposition. En ce qui concerne l'alinéa c), le Groupe a décidé de supprimer la référence à la résolution 278(XII), étant donné que cette dernière était déjà mentionnée dans le préambule. On obtient ainsi le libellé suivant : "Etabliront un système de télécommunications directes entre eux de façon à pouvoir transmettre les messages rapidement et à moindre frais."

L'alinéa d) a été accepté sans amendement.

Article 14

124. Il a été proposé de supprimer l'alinéa b) et de libeller l'article 14 de la manière suivante :

"Les Etats membres échangeront des émissions de radio et de télévision sur des questions concernant le commerce des produits originaires des Etats membres et pour lesquels ont été accordées des concessions commerciales". Cette proposition a été acceptée.

125. Les articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 ont été approuvés dans le principe car il s'agit de types d'articles types prévus dans tous les protocoles. Il a toutefois été convenu que le membre de phrase et de régir des questions accessoires y relatives" qui figurait à l'article 16 et dans d'autres protocoles devrait être supprimé car il donnait au Conseil plus de pouvoirs qu'il n'était jugé nécessaire.

126. Une délégation a proposé que deux nouvelles dispositions soient incluses à l'article 5 sur les transports aériens en raison de leur importance pour l'industrie des transports aériens et pour le développement économique général de la sous-région.

127. Les dispositions proposées étaient les suivantes :

"k) Prendront les mesures voulues pour adopter une politique unifiée d'achat collectif d'aéronefs;"

"l) Prendront les mesures voulues pour normaliser les aéronefs, et coopéreront en particulier en vue d'établir des spécifications techniques communes pour le type d'aéronef à exploiter".

128. Les nouvelles propositions ont été bien accueillies par toutes les délégations qui les ont acceptées. Toutefois une délégation a estimé que le libellé de la disposition n'était pas très clair et demandé que le secrétariat propose une autre formulation.

Examen du projet de protocole sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits (Point 9 de l'ordre du jour)

129. Le secrétariat a présenté les documents ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/8 - Projet de protocole sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits dans la zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe et ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/9 - Mémoire sur le projet de protocole sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits dans la zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, en exposant brièvement dans leurs grandes lignes les dispositions du projet de protocole, les principaux objectifs en vue, le besoin de normalisation et de contrôle de la qualité des produits dans la sous-région d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, la situation actuelle et les problèmes rencontrés dans ce domaine.

130. Une délégation a proposé et il a été convenu de considérer simplement comme préliminaires les débats sur ces documents et de mettre définitivement au point le protocole à la quatrième réunion du Groupe intergouvernemental de négociations prévue pour le mois de juin 1979. Cela étant, il a été également convenu d'examiner le projet de protocole article par article.

131. Il a été suggéré d'énoncer dans le préambule du Protocole les domaines particuliers dans lesquels les Etats membres devraient s'efforcer de coordonner et d'harmoniser leur politique de normalisation et de contrôle de la qualité. Le secrétariat a expliqué qu'on avait essayé dans le mémorandum de mettre en évidence la portée de la normalisation et du contrôle de la qualité et que des exemples plus précis seraient fournis dans le projet révisé afin de répondre aux préoccupations des représentants.

132. Une délégation a souligné combien il importait de rattacher la question de la normalisation et du contrôle de la qualité à celle, plus vaste de la coopération en matière de technologie. Il a été convenu d'en faire mention dans la version révisée du projet.

Article 1

133. Il a été suggéré et convenu de placer dans la version anglaise la définition du sigle "ARSO" avant la définition du mot "Council", conformément à la décision prise lors de l'examen d'autres protocoles, tendant à classer par ordre alphabétique les mots qu'il convenait de définir.

Article 2

134. Cet article n'a fait l'objet d'aucune observation.

Article 3

135. Les alinéas a) et d) de cet article n'ont fait l'objet d'aucune observation. L'alinéa b) a été remplacé par le texte suivant :

"b) coordonneront et utiliseront en commun les installations existantes ainsi que leurs potentialités dans le domaine de la recherche, des essais, du calibrage, de l'étalonnage et du contrôle, en vue d'élaborer et d'appliquer les spécifications des normes";

L'alinéa c) a été remplacé par le texte suivant :

"c) harmoniseront leurs points de vue sur la sélection, l'homologation, l'adaptation et l'application des normes régionales et internationales aux besoins de la zone d'échanges préférentiels;"

136. Il a été décidé par consensus, d'incorporer l'essentiel de l'alinéa e) dans l'alinéa c).

137. Les articles 4, 5, 6 et 7 n'ont fait l'objet d'aucune observation.

138. Comme il en avait été décidé plus tôt lors de l'examen d'autres protocoles, les articles 8 à 15 n'ont pas été examinés.

139. Il a été convenu d'inclure dans le projet de protocole une disposition relative à la formation dans le domaine de la normalisation et du contrôle de la qualité, compte tenu de la nécessité de collaborer avec l'ORAN et l'ISO pour éviter les doubles emplois à cet égard.

Débat préliminaire sur le rapport concernant le Botswana, le Lesotho et le Swaziland (Point 10 de l'ordre du jour)

140. Après présentation de la question par un représentant du secrétariat, la réunion a décidé de prendre simplement note du rapport pour le moment et de reporter le débat sur ce rapport à la quatrième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation, de façon à donner suffisamment de temps aux gouvernements pour en étudier à fond la teneur. Le débat de fond qui devrait avoir lieu à la quatrième réunion aidera le secrétariat à rédiger le projet de protocole concernant le Botswana, le Lesotho et le Swaziland que le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, à sa session de Nairobi, tenue les 1er et 2 février 1979, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la cinquième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation.

Questions diverses

141. Il a été convenu que l'ordre du jour de la quatrième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation comprendrait les points suivants :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Mise au point du projet de protocole sur les règles d'origine
5. Mise au point du projet de protocole sur les transports et les communications
6. Mise au point du projet de protocole sur l'harmonisation des documents et des procédures en usage dans le commerce
7. Mise au point du projet de protocole sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits
8. Examen du rapport concernant le Botswana, le Lesotho et le Swaziland
9. Examen du protocole sur la ré-exportation à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels, de marchandises importées de pays tiers
10. Examen du protocole sur la coopération douanière
11. Examen des listes de produits qui feront l'objet d'échanges dans la zone d'échanges préférentiels
12. Date et lieu de la cinquième réunion
13. Questions diverses
14. Adoption du rapport

Date et lieu de la prochaine réunion

142. Sur l'invitation du Gouvernement de la République populaire d'Angola, les participants ont décidé que la quatrième réunion du Groupe intergouvernemental de négociation se tiendrait du 12 au 16 juin 1979 en Angola.

Clôture de la réunion

143. Après les traditionnels échanges de félicitations, le Président a prononcé la clôture de la réunion.

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000